

# UNE DISSIDENCE TRANSFRONTALIÈRE : LE RÉSEAU LÉGITIMISTE TOULOUSAIN ET ARIÉGEOIS DANS LA PREMIÈRE GUERRE CARLISTE (1833-1840)

Jean-Pierre AMALRIC

*professeur émérite d'histoire à l'université de Toulouse-Le Mirail*

L'Espagne n'a pas attendu le XX<sup>e</sup> siècle pour être déchirée par une guerre civile. Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle avait été le théâtre de la première guerre carliste, qui durant sept ans, de 1833 à 1840, avait vu s'affronter les partisans respectifs des deux prétendants au trône, la fille de Ferdinand VII, Isabelle II – en réalité, de sa veuve, la régente Marie-Christine – et son frère Don Carlos. Lutte cruelle, inexpiable, dont les convulsions se firent sentir bien au-delà des frontières de l'Espagne. La France en fut particulièrement touchée, du fait de sa proximité comme des enjeux dynastiques et politiques où elle se trouvait impliquée. Les sympathies actives éveillées en France, spécialement à proximité de la frontière pyrénéenne, par la cause des carlistes – les partisans de Don Carlos – n'ont guère fait l'objet de recherches approfondies. Or les Archives départementales de l'Ariège conservent, dans la série J, deux fonds privés qui se rapportent directement à ce conflit : le fonds constitué par le marquis d'Hautpoul, dirigeant du légitimisme toulousain, et celui de la famille ariégeoise Thonel d'Orgeix<sup>1</sup>. Sans prétendre à un dépouillement exhaustif, ces sources inédites nous fourniront l'essentiel de cette étude.

Héritière de la révolution de 1830, la monarchie de Juillet n'a cessé d'être contestée par le légitimisme au service du roi en exil, Charles X. Toutefois, en 1833, l'échec de l'équipée de la duchesse de Berry, appréhendée et incarcérée au fort de Blaye, ouvre une période d'incertitude et de découragement, qui se prolongera après la mort de Charles X, en

---

<sup>1</sup> Je dois remercier particulièrement Claudine Pailhès de m'avoir signalé la présence et l'intérêt de ces deux fonds et de les avoir mis à ma disposition. Ce sont respectivement : le fonds d'Hautpoul-Bellud dans sa totalité, portant sur les années 1836-1843 (9 J 1-20) et une partie du fonds Thonel d'Orgeix (19 J 64 à 19 J 75).

exil à Gorizia (1836). C'est dans ce contexte que la crise dynastique qui a éclaté la même année en Espagne à la mort de Ferdinand VII semble ouvrir de nouvelles perspectives à une restauration de l'ordre séculaire de la monarchie dont les Bourbons, d'Espagne et de France, se présentent comme les dépositaires. On sait que le frère du souverain défunt, don Carlos María Isidro de Bourbon, refusant au nom de la loi salique (importée de France) de reconnaître à sa nièce Isabelle II la succession au trône, se proclama lui-même héritier légitime et prétendit régner sous le nom de Charles V. Cette première guerre carliste<sup>2</sup> ne tarda pas à éveiller l'intérêt, puis l'engagement résolu des légitimistes français au service de la cause du carlisme, au point que, remarque Jacques Arlet, « on les appelait aussi les “carlistes” en référence aux vrais “carlistes”, les partisans de Don Carlos<sup>3</sup> ». Or, si l'historiographie récente n'ignore pas le soutien militaire du gouvernement français à la régente Marie-Christine, c'est à peine si elle évoque les soutiens venus de France à la cause carliste<sup>4</sup>.

## Première étape de la guerre

Cependant, il faut attendre 1836 pour que les légitimistes français soient clairement sollicités par le prétendant carliste. Le conflit est d'abord localisé là où il éclate, c'est-à-dire au Pays basque et en Navarre. Alors que le prétendant se trouve à l'étranger – d'abord au Portugal, puis en Angleterre –, l'initiative des hostilités revient à ses partisans sous les ordres de Zumalacárregui. En juillet 1834, à la faveur de leurs premiers succès, Don Carlos parvient à traverser clandestinement la France afin de les rejoindre et d'en prendre la tête. Il réunit autour de lui, au Pays basque, une cour qui se déplace de ville en ville, et met en place sous son autorité exclusive les institutions du pouvoir, gouvernement et état-major, dans l'espoir de les voir reconnues dans les divers foyers qui, ailleurs en Espagne, se réclament de lui. Cependant, si sa cause jouit d'un large soutien dans les populations rurales de Navarre et du Pays basque, il s'y heurte à la résistance des villes les plus importantes, en particulier de Bilbao, défendue par les troupes des *crístinos* soutenant la régente.

---

2 Dans une bibliographie abondante, citons l'œuvre classique, d'inspiration libérale, d'Antonio Pirala, *Historia de la guerra civil y de los partidos liberal y carlista*, Madrid, 1889, et l'ouvrage, plus bienveillant envers le carlisme, d'Alfonso Bullón de Mendoza, *La primera guerra carlista*, Madrid, Actas, 1992.

3 Jacques Arlet, *La vie à Toulouse sous Louis-Philippe*, Portet-sur-Garonne, Loubatières, 1994, p. 58.

4 Ainsi d'Alfonso Bullón de Mendoza, ouv. cité, p. 409-417. Celui-ci rappelle notamment le rôle du général Harispe dans les Pyrénées occidentales et l'engagement de la Légion étrangère, à l'instigation d'Adolphe Thiers.

En 1835, le soulèvement gagne d'autres foyers ; l'un des principaux se situe à l'autre extrémité des Pyrénées, en Catalogne, où le carlisme réunit très tôt des soutiens importants non seulement dans le clergé, mais également dans la société civile, en particulier dans les zones montagnardes de l'intérieur. Il s'agit donc de contrôler la Junte qui s'y est constituée afin de coordonner l'action de forces éparses, travaillées par des ambitions rivales. Or les relations entre ces deux régions du nord de l'Espagne sont loin d'être assurées : les communications directes en terre espagnole, suivant le piémont pyrénéen et la vallée de l'Èbre, sont le plus souvent entravées par les forces loyales à la régente Marie Christine, qui contrôlent la plus grande partie de l'Aragon, en particulier les villes de Huesca et de Saragosse. L'expédition confiée en août 1835 par Don Carlos au général Guergué a pour principal objet de briser cet obstacle et de mettre en place un commandement militaire en Catalogne ; mais elle subit plusieurs échecs, dont le plus grave fut la capture de celui qui devait l'assumer, le comte d'Espagne, surpris dans le Vallespir par un détachement de troupes françaises. Avec le repli sans gloire de Guergué, en novembre 1835, force était de se rendre à l'évidence : les communications des forces carlistes entre le Pays basque et la Catalogne ne pouvaient être assurées sur le versant espagnol.

Dès lors le détour par la France paraît s'imposer, à condition de disposer d'un réseau sûr de correspondants prenant la responsabilité de ces communications. C'est alors qu'entrent en scène les dirigeants légitimistes français, dont le plus actif dans notre région est le marquis d'Hautpoul, chef de l'Association légitimiste toulousaine<sup>5</sup>. Le rôle qu'il joue à ce titre dans

---

5 La généalogie des Hautpoul, dont le fief éponyme se trouve dans le Tarn, près de Mazamet, est alors des plus complexes, car ils se trouvent subdivisés en de multiples branches établies en Languedoc et dans le Midi Toulousain, dont les membres sont connus sous le même nom de « marquis d'Hautpoul » (titre créé en 1734). Notre personnage paraît être Marie-Constant-Fidèle-Henri, né en 1780, maréchal de camp, démissionnaire en 1830 après avoir commandé l'école d'état-major, pour rejoindre en 1833 les Bourbons en exil à Prague avant de se retirer à Toulouse. Son frère cadet Alphonse-Henri, au contraire, fut un serviteur zélé des régimes successifs, élu député de l'Hérault en 1834, pair de France en 1846, ministre de la Guerre en 1849, sénateur en 1852... Cf. Charles Mullié, *Biographie des célébrités militaires des armées de terre et de mer de 1789 à 1850*, 1851, tome 1 ; Louis de La Roque, *Armorial de Languedoc*, Montpellier-Paris, 1860, tome I, p. 255, et surtout Jules Villain, *La France moderne, Haute-Garonne et Ariège*, Montpellier, 1911-1913, tome I, p. 228-229. Il ne doit pas être confondu avec ses autres parents plus ou moins proches, parmi lesquels : Jean-Marie-Alexandre, marquis d'Hautpoul-Félines, et son fils Richard-Olivier-Hippolyte, Eugène, marquis d'Hautpoul-Seyre (1821-1875), et Louis-Marie-François (1773-1845), propriétaire du château de La Terrasse à Carbonne...

la vie politique toulousaine a été signalé par plusieurs auteurs, sans faire l'objet d'une recherche approfondie<sup>6</sup>. Mais son engagement clandestin au service du carlisme espagnol restait méconnu. À une date qui reste à préciser, antérieure en tout cas au mois de juillet 1836, il est nommé par Don Carlos son mandataire (*comisionado*) à Toulouse. Dans le courant de la même année, de sa demeure de la place Saint-Étienne, couvrant son activité sous le pseudonyme de « Bellud », il met en place un véritable réseau permettant à la fois la sécurité des communications entre les deux foyers pyrénéens du carlisme, le franchissement clandestin des Pyrénées et le transport de marchandises destinées aux insurgés de Catalogne.

## Le réseau de passeurs de Monsieur Bellud

La voie la plus directe de Toulouse, celle remontant la Garonne jusqu'au Val d'Aran, était rien moins que sûre, car durablement contrôlée par les *cristinos* ; préférant l'éviter en règle générale, le marquis lui préféra celle suivant la vallée de l'Ariège et pénétrant soit en Cerdagne, soit en Andorre. Encore fallait-il s'assurer d'un relais à proximité de la frontière. Il ne tarda pas à trouver une recrue de choix, particulièrement bien placée, en la personne d'un de ses pairs, le marquis d'Orgeix<sup>7</sup>, dont le manoir à l'orée de la vallée d'Orlu constituait une précieuse vigie. C'est donc à sa demande qu'en novembre 1836 celui-ci est à son tour investi comme commissaire de Don Carlos : « Vu votre proposition relativement à l'utilité qui pourrait résulter de la nomination d'un commissaire sur la frontière de la Catalogne limitrophe du département de l'Ariège, Sa Majesté a nommé Mr le Marquis d'Orgeix pour remplir ces fonctions. Ci-joint son brevet<sup>8</sup>. »

---

6 Jeanne Lesparre, « Les partis politiques de la Haute-Garonne à la fin de la Monarchie de Juillet », dans Jacques Godechot (dir.), *La Révolution de 1848 à Toulouse et dans la Haute-Garonne*, Toulouse, 1948, p. 32. – Pierre Genevray, « Le clergé et les catholiques de Toulouse et de la Haute-Garonne sous la République de 1848 », *ibid.*, p. 351. – David Higgs, *Ultraroyalism in Toulouse from its origins to the Revolution of 1830*, Baltimore-Londres, The John Hopkins University Press, 1973, p. 173-174. Le marquis d'Hautpoul a siégé dans le conseil municipal de Toulouse de 1837 à 1848, selon Louis Ariste et Louis Braud, *Histoire populaire de Toulouse*, Toulouse, 1898, p. 467, 468, 475, 478 et 479.

7 Les Thonél, établis en ce lieu depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, y avaient exercé l'activité de maîtres de forges et acquis plusieurs fiefs. Le titre de marquis d'Orgeix avait été octroyé en 1817 par Louis XVIII à Jean-François de Thonél, né en 1783. Celui-ci, qui résidait dans son manoir d'Orgeix, a notamment représenté le canton d'Ax-les-Thermes au conseil général de l'Ariège.

8 Arch. dép. Ariège, 9 J 1, lettre du Quartier royal, Durango, 22 novembre 1836.



*Le château d'Orgeix, commune d'Orgeix (photo J.-P. Amalric)*

En effet, le mois suivant, Bellud soumet à son correspondant une série de questions très précises en vue d'organiser un courrier régulier : « [...] 1° Que pourrait-il en coûter pour établir les moyens d'entretenir une correspondance particulière de Toulouse à Andorre, qui partirait une fois par semaine, à jour fixe ? 2° Qu'en coûterait-il aussi, dans le cas où, par extraordinaire, cette correspondance devrait être, vu l'urgence, portée à Andorre le jour même où elle serait arrivée par la poste au lieu que vous m'auriez désigné ? 3° Enfin, que coûterait, au juste, le port de la livre de poudre d'ici à Andorre ? »

---

9 Arch. dép. Ariège, 19 J 65, 10 décembre 1836.



Car le dispositif doit bien évidemment se prolonger au-delà de la frontière en territoire andorran et espagnol jusqu'aux lieux où siège la Junte carliste, Solsona et plus tard Berga. Le réceptionnaire attiré, en vertu de la commission attribuée de même par le prétendant, est un certain Alberto Bertran, dont la résidence habituelle, « San Lorenzo », c'est-à-dire le bourg de Sant-Llorenç-de-Morunys, se trouve à peu de distance de ces villes. Bellud-Hautpoul s'empresse en effet de l'informer directement du rôle désormais assigné à Orgeix, alias « Monsieur Frédéric » : « *Respecto que para los negocios de l'Ariege he pedido a la Superioridad autorize a*

*Mr Federich Marques de Orgeix con una comision igual a la que Ud tiene, podrá en lo sucesivo ponerse con él de acuerdo y en correspondencia para el paso de pliegos cuando convenga y de efectos para lo demás que convenga, en la inteligencia que dicho M. Federich no se entenderá en su valle con otro que Ud para dicho efecto<sup>10</sup> ».*

Cependant Hautpoul tient à affirmer sans ambages son ascendant sur son honorable correspondant ariégeois et à fixer les limites de son engagement à couvrir les dépenses qu'il engagerait. Car, écrit-il, la commission, « en vous conférant le droit d'agir pour les intérêts de Sa Majesté d'après les instructions que je vous transmettrai et avec mon assentiment, ne vous a pas donné celui de me faire payer des dépenses provenant uniquement de votre fait et occasionnées par des démarches auxquelles je serais complètement étranger<sup>11</sup> ». On ne peut affirmer plus lourdement son autorité de chef de réseau !

Pour l'assister en se chargeant de tâches logistiques ou compromettantes, Orgeix peut compter sur les services d'un commerçant d'Ax, du nom de Clostres, alias Silvestre, communiquant à son correspondant toulousain : « Enfin M. Clostres vient de me fixer les deux jours par semaine où auront lieu les départs réguliers de sa ville vers les pays étrangers<sup>12</sup> ». Le réseau devait être complété un peu plus tard par un commissaire andorran, Ignacio Bilasala, toujours nommé sur la recommandation de Bellud-Hautpoul<sup>13</sup>. La fréquence des courriers échangés par la suite avec celui-ci montrent la prépondérance du passage par l'Andorre, qui échappait plus facilement à la surveillance de la frontière par les autorités françaises. Cependant Bellud s'est également assuré le concours d'un correspondant en haute Cerdagne. Domicilié à Err, celui-ci se trouve à deux pas de l'enclave de Llivia et de Puigcerda, assurant en cas de besoin une alternative à l'itinéraire andorran.

10 « Étant donné qu'en vue des affaires d'Ariège j'ai demandé aux autorités supérieures d'habiliter M. Frédéric, marquis d'Orgeix, par une commission semblable à la vôtre, vous pourrez dorénavant vous mettre d'accord et correspondre pour le transport des dépêches quand il y aura lieu, comme des autres objets lorsque cela se présentera, étant entendu que ledit M. Frédéric n'aura pas affaire à cette fin à un autre que vous dans votre vallée. » Arch. dép. Ariège, 9 J 1, minute de lettre de Bellud à M. Bertran, 5 décembre 1836.

11 Arch. dép. Ariège, 19 J 65. Bellud-Hautpoul à Frédéric-Orgeix, 9 décembre 1837.

12 Arch. dép. Ariège, 19 J 65, Frédéric-Orgeix à Bellud-Hautpoul, 2 mars 1837.

13 « Mr Ignacio Bilasala nommé commissionné d'après votre recommandation dans la Vallée d'Andorre m'a demandé une commission au nom de S. M. ; faites-moi le plaisir de me dire s'il sera convenable de la lui expédier. » *Ibid.*, lettre du Quartier royal, Durango, 6 février 1837.

Pour être opérationnel, il exigeait évidemment le concours d'hommes de terrain, voituriers, porteurs et muletiers, chargés de transporter les messages, les munitions et autres marchandises et d'accompagner les personnes dans un sens ou dans l'autre. De Toulouse à Tarascon, Hautpoul utilise en général les services de la diligence desservant cet itinéraire ; au-delà, le rôle principal est attribué au dénommé Jean Dejean ou Denjean, domicilié à Uzatz, en qui Bellud a placé toute sa confiance. C'est lui qui est chargé de se trouver à l'arrivée de la diligence à Tarascon et de prendre livraison des lettres, objets et personnes en provenance de Toulouse, pour organiser leur convoi jusqu'en Andorre, ou les en ramener. Le marquis tient à s'assurer minutieusement de l'accomplissement de sa mission : « Je vous envoie par la diligence qui part en même temps que la présente une malle appartenant au neveu du Général de la Catalogne, portant l'adresse de Jean, bureau restant à Tarascon. Je vous prie d'aller la chercher de suite et de la faire partir... par contrebande parce que nous n'avons pas la clé, en usant de toutes les précautions convenables<sup>14</sup>. »

Quelques missives de Jean Denjean (voir p. 164-165), rédigées dans un français très approximatif, manifestent le dévouement d'un montagnard de condition populaire à une cause risquée, comme il l'apprendra à ses dépens. En hiver, les rigueurs du climat montagnard imposent de réduire les échanges pour éviter les risques superflus, sans pour autant les interrompre, comme en témoignent les instructions données à Denjean en janvier 1838 : « Dorénavant à raison du mauvais état des chemins et comme les courriers de l'autre côté sont toujours en retard et ne viennent que de quatre ou cinq jours, je ne vous adresserai mes envois jusqu'à nouvel ordre que les lundi et vendredi... Je vous prie donc de prendre vos arrangements de manière à vous trouver toujours à l'arrivée de la diligence à Tarascon les jours indiqués et en même temps de prendre vos mesures pour que dans le cas où je vous enverrais des paquets pressés vous puissiez les faire partir sans aucun retard...<sup>15</sup> »

---

14 Arch. dép. Ariège, 9 J 4. Bellud à Jean Denjean, 3 janvier 1838.

15 *Ibid.*, 10 janvier 1838.

Tarascon le 29 Janvier 1838  
 A M<sup>r</sup> Bellud hier j'ai reçu votre lettre  
 amidi pour me rendre à Tarascon, en attendant  
 j'esuis parti avec un de mes oncles, la diligence ait  
 arivé à dix heures, dussin aonjour, le paquet  
 ait parti d'ici toutant à sa destination  
 amementant vous me demaniez un portemantau  
 et un petit paquet je l'ai fait parti à emation  
 pour toulouse le portemantau cretait à Tarascon, con  
 o mois dix jours, que je le croies parti fait un  
 portemantau qui prese avrois quarate livres  
 eun petit paquet qui conten une lettre  
 vous me faisais le plaisir de vous faire un service  
 j'ai 8<sup>+</sup> pour le portemantau ai 2<sup>+</sup> pour le paquet  
 j'ame fera dix francs j'en ai puis pas payé d'unuy poche  
 j'ai payé sainte Bontai de vous. j'ai reçu aussi la lettre  
 dans le paquet du 26 que vous m'aites d'aller  
 trouai Bertrand j'ai n'ai pas manqué de lui avoyé  
 du je me parrai pour partir après demain  
 pour parti faire le voyage de toulouse, que je doir  
 me rendre a ordina j'en ai fait par tel ou tel d'arriver  
 mais je n'ame que

Exemple de lettre de Jean Denjean à Hautpoul « Bellud » (Arch. dép. Ariège, 9 J 4)

La tâche confiée aux marquis contrebandiers n'est certes pas simple, tant les contraintes du relief et du climat viennent s'ajouter aux besoins de financement, comme aux aléas politiques et militaires du camp carliste.

## Le réseau à l'épreuve

Ainsi Bellud-Hautpoul peut-il désormais assurer les multiples missions qui lui sont imparties par les collaborateurs directs de Don Carlos, dont les services sont établis de façon plus ou moins stable au Pays basque et en Navarre et disposent de relais à Bayonne. Particulièrement astreignant est l'acheminement régulier de la correspondance entre leurs agents et les autorités civiles et militaires dépendant du prétendant en Catalogne, la Junte et le Commandant général. Le courrier circule ainsi dans les deux sens, de Bayonne aux Pyrénées catalanes, en passant chaque fois par Toulouse ! Par ses mains transitent de lourds paquets de dépêches, l'obligeant à la tâche ingrate de dresser à chaque envoi un bordereau détaillé indiquant les expéditeurs et les destinataires respectifs, dont de multiples exemplaires nous ont été conservés (voir p. 175).

Il assume avec une égale discipline la transmission des instructions urgentes, comme les ordres donnés en janvier 1837 par le prétendant aux subordonnés du général Maroto qui l'avaient suivi sans autorisation lors de son passage en France : « *Enterado el Rey N. S. de la consulta que hace V.S. con fecha 7 del corriente sobre si debe reputarse ya ejecutadas las penas de privación de empleo prescrita en Real Orden de 14 de noviembre último para con los sujetos que se ausentaron al extranjero con el general Don Rafael Maroto, se ha servido S. M. resolver que queden de hecho privados de su empleo si en el término de quince días no se presentasen [...] Y de real orden lo traslado a V.S. para que se haga saber al Comisionado de Su Majestad en aquella frontera a fin de que lo notifique a los anotados en el margen...<sup>16</sup> »*

Respectueux au plus haut point de la personne et du pouvoir absolu de Don Carlos, le marquis a souvent du mal à suivre les hésitations et les voltes-faces du prétendant. Après avoir mis en œuvre les mesures suivant la mise à l'écart de Maroto, il devra prendre acte sans broncher de son retour en grâce.

---

16 « Le roi, informé de votre sollicitation du 7 de ce mois en vue de savoir si les peines de privation d'emploi prescrites dans le décret royal du 14 novembre, frappant les sujets qui sont passés à l'étranger en compagnie du général Rafael Maroto, doivent être considérées comme exécutoires, Sa Majesté a bien voulu décider que soient effectivement privés de leur emploi ceux qui ne se présenteraient pas dans un délai de quinze jours. [...] Et sur l'ordre du Roi, je vous le communique pour que vous le fassiez savoir au Commissaire de Sa Majesté sur cette frontière afin qu'il le signifie à ceux dont les noms figurent ci-contre... » Arch. dép. Ariège, 9 J 2. Durango, 29 janvier 1837, Wenceslao Maria de Sierra au « Comisionado de S.M. en Tolosa de Francia » pour transmission au Commandant général provisoire et aux membres de la Junte de Catalogne.

Il en ira de même quand la situation conflictuelle du carlisme catalan le soumettra à de rudes soubresauts. Lorsqu'à la fin de 1837 le conflit du Commandant général de Catalogne, Urbiztondo, avec la Junte dégénère au point qu'il abandonne son poste et passe la frontière, Hautpoul a le plus grand mal à savoir quelle conduite tenir à l'égard de ses officiers, qui se pressent à Toulouse pour solliciter son aide : « Cela, écrit-il, me met dans un cruel embarras, car on ne sait trop comment en user avec ces Messieurs, dont quelques-uns sans doute auront des demandes d'argent à nous faire<sup>17</sup> ». Une longue lettre adressée au ministre de la Guerre, Arias Teijeiro, exprime les affres que lui infligent les zizanies du carlisme catalan et le comportement des officiers réfugiés : « Il paraît qu'à la suite d'un différend avec la Junte supérieure il a été suspendu par celle-ci, qui lui a nommé un remplaçant provisoire. Par suite de ce départ subit du général, les officiers attachés à son état-major paraissent devoir suivre la même route que lui ; il en est déjà arrivé plusieurs dans notre ville, et ceux-ci en annoncent d'autres, au nombre de 16 ou 18. Les uns demandent à être dirigés vers Bayonne ; d'autres voudront s'arrêter ici [...] Je ne vous cache pas que la présence de ces officiers me cause quelques sollicitudes ; quelques-uns d'entre eux sont peu disposés à user de précautions gênantes. Je crains bien que leurs imprudences n'éveillent l'attention de l'autorité et ne les exposent à des arrestations...<sup>18</sup> »

Le passage des hommes n'est pas moins difficile que le transport de marchandises. L'entreprise est particulièrement délicate quand il s'agit de convoier des hommes devant rejoindre les forces carlistes de Catalogne, ce qui exige une parfaite coordination entre ceux qui y participent. Hautpoul sait alors se montrer exigeant envers son associé ariégeois : « Le nombre considérable de voyageurs qui se trouvent ici et l'importance de plusieurs d'entre eux me décident à vous envoyer M. de Trinquelion pour vous prier de prendre sur-le-champ les mesures convenables pour pouvoir me procurer des moyens sûrs de les faire arriver à leur destination. Les accidents survenus aux guides que vous m'avez désignés me font regarder comme un devoir de ne leur confier d'autres voyageurs qu'autant que vous vous serez assuré avec eux qu'ils ont des moyens certains de remplir avec exactitude les commissions qu'on leur donnera...<sup>19</sup> »

---

17 Arch. dép. Ariège, 9 J 4, Bellud à Mr Pedro, Bayonne, 8 janvier 1838.

18 Arch. dép. Ariège, 9 J 4, Bellud à M. de Teijeiro, 9 janvier 1838.

19 *Ibid.*, 18 juin 1837.

Les deux hommes sont parfois débordés par le comportement erratique des volontaires qui les sollicitent pour passer en Espagne sans pour autant se plier à leurs directives. Ainsi voit-on Hautpoul se confier à son correspondant ariégeois « pour que vous sachiez, dit-il, comment il est arrivé qu'une trentaine d'individus dont j'étais embarrassé naguère se sont disséminés sur divers points et ont disparu presque en même temps ». Et de poursuivre : « Onze d'entre eux ont pris différentes directions au moyen de passeports ; c'est une ressource sur laquelle je n'avais pas d'abord compté. Trois sont partis avec un guide, quatre autres ont pris le même parti avec un autre guide. J'allais vous envoyer une portion de quinze qui me restaient lorsqu'ils demandèrent à retarder leur départ d'un jour ; et le lendemain nous n'avons plus revu ni ceux-ci, ni les autres : tous avaient disparu, nous ne savons de quelle manière, quoique tout porte à croire qu'ils sont partis pour se rendre à leur destination par une autre direction que celle de vos côtés, je crois par Bagnères-de-Luchon...<sup>20</sup> »

Hautpoul ne craint pas de déroger en veillant à des activités de contrebande, d'autant plus critiques qu'elles concernent des produits destinés à la fabrication de munitions. Ainsi du plomb, que Frédéric-Orgeix est chargé d'acheter à proximité et de faire convoier : « On désirerait acheter et faire passer à Andorre 12 quintaux de plomb qui se trouvent à Vicdessos d'après les renseignements donnés et dont on demande 40 francs le quintal. Veuillez faire en sorte de savoir où se trouve ce plomb et en faire l'achat au prix désigné ou à meilleur marché et l'expédier à Mr Alberto Bertran. Celui-ci devra le remettre à Mr Estrada qui aura reçu l'ordre de vous faire tenir [...] une somme de 14 onces [d'or] qui doit me revenir, mais sur laquelle vous voudrez bien retenir le montant de l'achat et des frais de transport<sup>21</sup>. »

Un autre courrier du même jour se réfère à de possibles livraisons de charges de munitions et de sabres destinés au Commandant général de Catalogne<sup>22</sup>. Il est également fait état de livraisons de poudre. En avril 1837, Bellud-Hautpoul demande à son correspondant de lui confirmer la réception de 95 kilos expédiés en plusieurs livraisons, déclarant n'avoir pu les conditionner en paquets plus petits : « du reste, les paquets ne s'étaient pas faits chez moi ; et vous êtes d'ailleurs le maître, comme

---

20 Arch. dép. Ariège, 19 J 65, Bellud-Hautpoul à Frédéric-Orgeix, 23 juin 1837.

21 Bellud-Hautpoul à Frédéric-Orgeix, 16 décembre 1836. Arch. dép. Ariège, 19 J 65.

22 Bellud-Hautpoul à M. Bertran, 16 décembre 1836. Arch. dép. Ariège, 9 J 1.

de raison, de les faire subdiviser comme vous le jugerez plus commode pour le transport<sup>23</sup> ». D'autres marchandises sont moins compromettantes, comme celles sollicitées par Monsieur Bertran : du papier, six bâtons de colle, deux douzaines d'images de sainte Philomène et trois douzaines de médailles de la même sainte... sans oublier un portrait « de notre bien-aimé roi Carlos V<sup>24</sup> » ! Le marquis contrebandier n'hésite pas à ouvrir sa porte à des négociants venus de Lodève lui proposer d'acheter des tissus, certainement destinés à la confection d'uniformes<sup>25</sup>.

Mais ces activités ne vont pas sans risques, devant la surveillance de plus en plus stricte des autorités françaises. La vigilance s'impose donc quand il s'agit de faire passer de la « marchandise », dont la nature n'est pas toujours explicite, comme dans cette correspondance rédigée de façon sibylline : « Je vous remercie de tous les soins que vous vous êtes donnés pour procurer l'évacuation de la marchandise dont je craignais d'être encombré. Les divers détails que vous venez de me donner encore par votre lettre du 29 et les deux systèmes que vous y proposez, l'un par Montgaillard, l'autre par Mercus, me font espérer que nous pourrions au besoin, par l'un ou par l'autre mode, éviter l'encombrement en question, et qu'en vous donnant avis des expéditions que j'aurais à faire, j'obtiendrais, dès qu'elle serait nécessaire, la coopération des colporteurs auxquels vous vous êtes adressés ; pour le moment j'ai fait écouler en grande partie les marchandises qui m'embarraient soit au moyen des colporteurs que vous m'avez envoyés, soit aussi en m'adressant à mes correspondants de Perpignan. J'ai pourtant éprouvé quelques embarras parce que deux de vos colporteurs, et notamment Raimond Frontière ( ? ), ne connaissaient pas le pays d'ici vers vos contrées pour faire le voyage à pied et qu'il y a beaucoup de danger à employer la concurrence depuis qu'on fouille. Je me suis pourtant arrangé du mieux que j'ai pu avec ce dernier pour lui faire utiliser son voyage, et j'espère qu'il rendra à bon port la marchandise qu'il doit prendre au lieu que je lui ai fixé. Moyennant cela, je vais me trouver débarrassé pour le moment. Mais il me reste encore deux mulets de la race la plus distinguée et que je ne voudrais confier qu'à des conducteurs sûrs et expérimentés. [...] J'ai écrit à l'ami de l'extrême frontière pour le prier de

23 Arch. dép. Ariège, 19 J 65, Bellud-Hautpoul à Frédéric-Orgeix, 7 avril 1837. Autre mention d'envoi de poudre dans un courrier de Bertran à Bellud, 29 mai 1837, 9 J 2.

24 *Ibid.* Bertran à Bellud, 2 juin 1837.

25 Arch. dép. Ariège, 9 J 4. Lettre de MM. Puech, Salaville et André à Hautpoul, Lodève, 22 janvier 1838.

venir lui-même ici à mon secours, avec ses moyens de transport. J'attends sa réponse avec impatience. S'il ne peut pas venir, je ne vois pas trop ce que je pourrai faire de mes précieux mulets [...]»<sup>26</sup> »

## Alertes et mécomptes

Bien des menaces pèsent sur le bon fonctionnement du réseau mis en place, à commencer par la surveillance policière qui ne tarde pas à se resserrer. En avril 1837, voilà qu'un relais essentiel tombe dans ses mains en la personne de Jean Denjean : « Il a été arrêté pour s'être commis imprudemment en la compagnie de deux individus qui avaient été chargés par je ne sais qui de transporter des sabres. On a trouvé une lettre sur lui, au moyen de laquelle six hommes qu'ils devaient conduire ont été pris sur le chemin de Tarascon. [...] Vous sentez combien il est important, d'après la position où Jean Denjean se trouve placé, d'avoir quelque aboutissant auprès de lui pour lui donner des conseils ou des encouragements et lui recommander surtout *d'être discret et sur ses gardes*. J'espère que lorsque vous aurez pris sur cette affaire des informations qui me manquent, vous trouverez quelque moyen de parvenir à ce but<sup>27</sup>. »

L'alerte avait donc été chaude, mais les nouvelles parvenues par la suite indiquaient que Denjean méritait la confiance placée en lui : « Il a été transféré dans la prison de Foix, où il doit être bientôt interrogé. Si les renseignements qui me sont parvenus sont exacts, on n'a rien trouvé sur lui qui puisse le compromettre ; son portefeuille ne contenait qu'un passeport et une lettre de son fils [...]. D'après ces circonstances, on espère qu'il sera bientôt hors d'affaire ; et l'on m'écrit qu'en attendant son fils restera à Auzat pour continuer le service et se tenir à notre disposition<sup>28</sup>. »

L'homme de confiance de Don Carlos à Toulouse doit aussi parer aux initiatives intempestives ou suspectes d'individus déclarant vouloir prêter main forte au parti carliste en se réclamant de missions invérifiables. L'incident le plus grave fut celui provoqué par un officier français, le colonel Lizoire, qui s'était fait fort d'acheminer jusqu'en Catalogne une escouade d'ouvriers fondeurs destinés à y fabriquer sous sa direction des pièces d'artillerie. L'aventure provoqua dès le début la méfiance d'Hautpoul<sup>29</sup>, qui

26 Arch. dép. Ariège, 19 J 65. Bellud-Hautpoul à Frédéric-Orgeix, 31 mai 1837.

27 Arch. dép. Ariège, 19 J 65, Bellud à M. Frédéric, 17 avril 1837.

28 *Ibid.*, 18 avril 1837.

29 Une relation détaillée de cet incident figure dans la lettre de Bellud-Hautpoul à Teijeiro, 16 janvier 1838. Arch. dép. Ariège, 9 J 4. Voir aussi sa lettre du 6 janvier à MM. d'Alfarras et Movillon, *ibid.*

refusa de lui faire l'avance de 10 000 francs qu'il sollicitait, réduite plus tard à 2 000 : « comme aucun renseignement officiel ne venait à l'appui des allégations de ce personnage, je ne lui fournis point d'argent ». Bien lui en prit : après avoir obtenu un millier d'écus de deux prêteurs établis à Paris, MM. d'Alfarras et Movillon, il serait parvenu à recruter seize ouvriers. « Mais après en avoir fait partir quatre pour Ax et avoir annoncé que les autres étaient restés en arrière et arriveraient ici successivement, il a disparu lui-même pour le Quartier royal où il va, dit-il, demander de nouveaux ordres ». Sans nouvelles de lui, les informations envoyées d'Ax par Silvestre confirment la situation intenable où les a mis cet aventurier, si bien que ce dernier s'est vu « toute la peine imaginable pour les engager à reprendre la route de Toulouse ». C'est plus qu'il n'en faut pour fustiger « la conduite atroce qu'a tenue ce misérable à l'égard de ces pauvres malheureux qui, ajoute-t-il, m'ont fait verser des larmes à leur départ<sup>30</sup> ». Ce fiasco montre comment Bellud-Hautpoul ne dispose que de moyens limités pour contrôler les agissements de tous ceux qui revendiquent leur adhésion à la cause carliste dans la vaste région qui lui a été confiée par le prétendant.

Cependant le bon fonctionnement du réseau n'est pas uniquement exposé aux coups portés par les autorités françaises, d'ampleur finalement restreinte, ni aux conséquences d'agissements incontrôlés. Il a davantage à craindre de la confusion et des intrigues qui minent le camp carliste, en particulier en Catalogne. Au début de 1838, l'afflux de militaires qui la quittent pour franchir la frontière prend de telles proportions que leur présence à Toulouse devient alarmante et que Bellud-Hautpoul ne sait plus où donner de la tête ; il doit prendre des mesures plus restrictives qui ne semblent guère suivies d'effet, comme il s'en plaint au ministre de Don Carlos : « J'ai déjà fait connaître l'esprit de mes nouvelles instructions à une partie des nombreux solliciteurs qui se trouvent ici ; ils en sont profondément contrariés et ne paraissent nullement disposés à rentrer en Catalogne. Dieu sait pourtant combien j'aimerais mieux qu'ils fussent là-bas qu'autour de moi ! La présence de ce grand nombre d'étrangers désœuvrés et mécontents me met, je vous l'avoue, dans une position désagréable et me cause de grands embarras. Il y a ici plus de six cents Espagnols qui, n'ayant rien de mieux à faire, battent continuellement le pavé, épient l'arrivée et le départ des voitures et sont continuellement aux aguets pour savoir quels sont ceux de leurs compatriotes qui passent par

---

30 *Ibid.*, Silvestre à Bellud-Hautpoul, 18 janvier 1838.

notre ville et pour découvrir le but de leur voyage, révéler leur incognito, etc. Là-dessus, ils murmurent, ils se plaignent de la circonspection qu'on observe avec eux. C'est, en un mot, un inconvénient grave et dont je voudrais bien être débarrassé<sup>31</sup>. »

On comprend qu'il n'était pas facile au chef de réseau qu'était le marquis d'Hautpoul de contrôler les constantes allées et venues des partisans carlistes et de subvenir à leurs besoins dans la « capitale du carlisme catalan<sup>32</sup> » qu'était devenue Toulouse !

## Une tragique fin de partie

Le vœu avait peu de chance d'être exaucé, dans la situation de plus en plus instable des forces carlistes en Catalogne<sup>33</sup>. Leur quartier général, établi à Berga, est le théâtre d'une rivalité persistante opposant le commandement militaire et les civils constituant la Junte, en particulier ceux qui sont connus comme les « universitaires » parce qu'ils avaient été professeurs à l'université de Cervera. Dans ce contexte, le prétendant se laisse convaincre de faire appel à un personnage connu pour son autorité implacable et qui avait exercé les plus hautes fonctions en Catalogne sous le règne de son père Ferdinand VII : le comte d'Espagne<sup>34</sup>. On sait que ce descendant d'une lignée apparentée aux comtes de Comminges, né lui-même au château de Ramefort à Cassagnabère, avait émigré en Espagne où il s'était distingué au service de la monarchie. En 1835, en cherchant à rejoindre les carlistes de Catalogne, il avait dû se rendre aux forces de l'ordre françaises et avait été incarcéré, puis placé en résidence surveillée à Lille. Il réussit à s'évader en juin 1838 grâce à des complicités et, au terme d'une longue odyssee, se retrouver à Toulouse, où il fut naturellement pris en charge par Hautpoul. Celui-ci réussit à le faire transporter, caché dans une charrette de foin, jusqu'à Saint-Girons, d'où il fallut le faire porter en brancard jusqu'en Andorre<sup>35</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet, il faisait son entrée en pays carliste catalan, à Sant-

31 Arch. dép. Ariège, 9 J 4, Bellud à M. de Teijeiro, 23 janvier 1838.

32 L'expression est de Véronique Clarenc, « Toulouse capitale du carlisme catalan (1830-1840) », *Annales du Midi*, n° 202, p. 225-246.

33 On trouvera une riche information sur ce sujet dans : Ferran de Sagarra, *La primera guerra carlina a Catalunya*, Barcelone, 1935, 2 vol., et la synthèse plus récente de Josep M<sup>e</sup> Mundet i Gifré, *La primera guerra carlina a Catalunya. Historia política y militar*, Barcelone, Ed. Abadía de Montserrat, 1990.

34 Jean-Pierre Amalric, « Le comte d'Espagne (1775-1839). Les tribulations d'un émigré commingeois de la chute de l'Ancien Régime à la lutte pour la contre-révolution espagnole », *Les hommes et leur patrimoine en Comminges*, Toulouse-Saint-Gaudens, Fédération historique Midi-Pyrénées-Société des études du Comminges, 2000, p. 129-138.

35 José de Oleiza, *El conde de España, sus proezas y su asesinato*, Madrid, 1944, p. 203-204.

Llorenç-de-Morunys. Bien que tenu à la discrétion, Hautpoul pouvait s'en féliciter quelques jours plus tard en écrivant à un correspondant espagnol : « Je vous assure qu'il m'a coûté des peines infinies de lui faire traverser une partie de ce territoire et de vaincre les obstacles immenses qui s'opposaient à son passage, qui a pu grâce à Dieu se réaliser avec un succès total<sup>36</sup> ».

De Toulouse, Hautpoul devait garder des relations officielles, mais aussi personnelles, avec le comte d'Espagne. Ainsi le voit-on se charger de rentrer en possession de ses objets personnels qui avaient été saisis par les autorités françaises : « Vous devez maintenant avoir reçu tous vos effets et décorations. J'en rends grâce au ciel qui seul connaît toutes les difficultés et tracasseries qu'avait suscitées le gouvernement. Je vous annoncerai enfin avec plaisir que nous sommes parvenus à racheter pour une somme de 40 F vos pistolets dont nous ne pouvions empêcher la vente. Je vous les expédierai aussitôt que vous m'aurez accusé réception de mes précédents envois<sup>37</sup>. » Il ne pouvait que suivre avec sympathie l'action énergique du proconsul en pays carliste qu'était le commandant général de Catalogne. Résolu à imposer la discipline dans les forces dont il disposait par la manière forte, parfois même avec une véritable cruauté (ainsi lors de la prise de Ripoll), celui-ci remporta des succès qui permirent de rétablir une situation compromise. Son autorité, reconnue tant que le soutien de Don Carlos lui fut assuré, chancela à la nouvelle de la défection du général Maroto, rompant avec le prétendant pour mettre fin à la guerre (convention de Vergara, 31 août 1839). Avec l'exil de l'infortuné Charles V en France, où il allait séjourner de longues années en résidence surveillée à Bourges<sup>38</sup>, la déroute carliste était consommée. La dernière missive d'Hautpoul à son « très cher cousin » qui nous soit conservée exprime un profond désarroi : « Tant que le doute a été possible, j'ai cru devoir garder le silence sur les événements plus que malheureux dont les provinces [basques] ont été le théâtre. [...] Depuis le 31 je n'ai reçu aucune lettre du Q.R. La trahison est flagrante [...] à la suite d'un traité fait [par Maroto] avec Espartero pour lui vendre le territoire des provinces [...]. Je pense malgré les nouvelles sinistres qui circulent que l'énergie pourrait encore tout reconquérir. Dieu veuille qu'il en soit ainsi. [...]»<sup>39</sup> »

36 Arch. dép. Ariège, 9 J 7. Lettre de Bellud-Hautpoul à M. Itasso (?), 6 juillet 1838.

37 *Ibid.*, Bellud à M. le comte d'Espagne, 31 août 1839.

38 Alain Pauquet, « Un prétendant espagnol en exil : Don Carlos et ses proches à Bourges (1839-1846) », dans Christophe Charle, *La France démocratique, Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 167-176.

39 *Ibid.*, Bellud-Hautpoul à S. E. le comte d'Espagne, 6 septembre 1839.

La suite des événements va vite démentir ce fragile espoir. Plus terrible encore sera l'épreuve qu'il ne tardera pas à subir à distance avec la fin dramatique du comte d'Espagne. Une majorité des membres de la Junte – ceux qui forment le « parti universitaire » – avaient envoyé secrètement un émissaire en France pour obtenir sa destitution, qui fut signée à Paris par un collaborateur de Don Carlos. Le 26 octobre, parvenue à Berga, celle-ci lui est signifiée lors d'un affrontement dramatique qui se conclut par son arrestation. Fait prisonnier, conduit sous escorte vers la France en passant par l'Andorre, il finit lamentablement, assassiné le 3 novembre par ses gardes qui jettent son corps dans les eaux du Sègre. On imagine la commotion subie par Hautpoul quand lui parvint l'horrible dénouement d'un combat perdu.

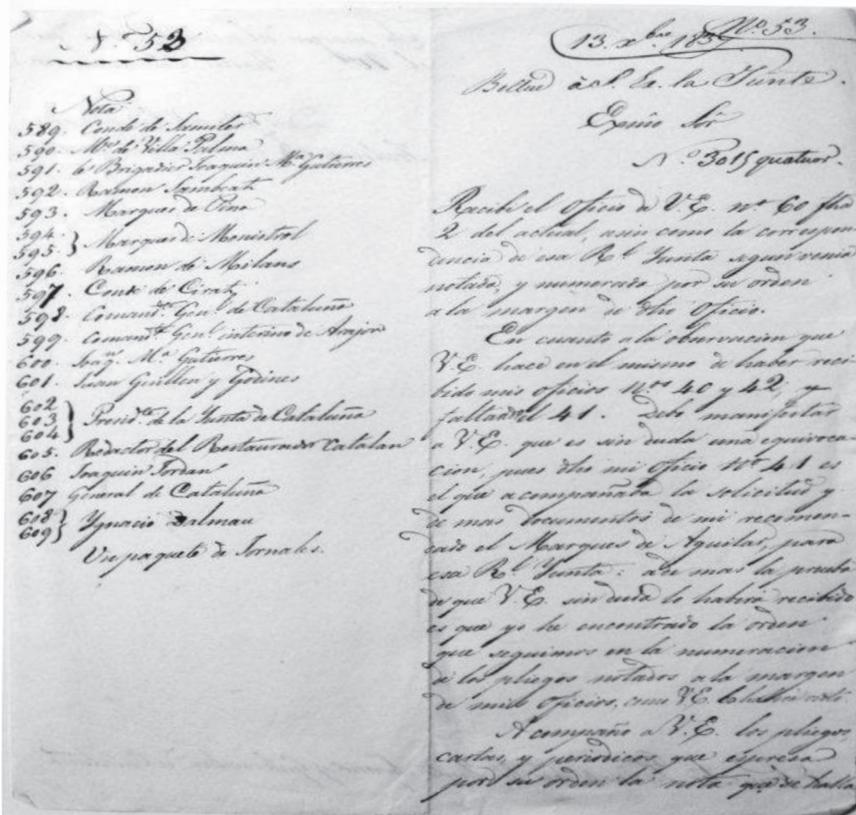
~

L'engagement des légitimistes français dans la cause carliste se solde donc par un échec cuisant, dû au moins autant à ses divisions internes qu'à la supériorité des libéraux. La correspondance échangée entre Hautpoul et Orgeix manifeste l'étroite association des deux hommes, en particulier dans l'organisation des passages entre la France et la Catalogne carliste, avec le concours de passeurs et de correspondants de confiance. Leur action a répondu au programme défini dès le départ par le marquis d'Orgeix : « Les personnes qui forment les anneaux de cette chaîne ne s'y sont rattachés que par dévouement pour la bonne cause et avec un désintéressement peu ordinaire<sup>40</sup> ». Ce sont bien ces valeurs idéalistes qui ont soutenu l'action de la plupart de ceux qui y ont participé – à l'exception de quelques figures de parasite ou d'aventurier. Leur désintéressement personnel ne peut pas leur être contesté, pas plus qu'un réel sens de l'organisation. Leur échec final a certainement d'autres explications : la « bonne cause » qu'ils voulaient défendre inconditionnellement, celle d'une monarchie concentrant tous les pouvoirs dans les mains d'un souverain paré de toutes les vertus, pouvait-elle s'incarner dans la personnalité falote et hésitante d'un Don Carlos ? Pouvait-elle s'accommoder du jeu pervers des ambitions déçues et des rancœurs haineuses qui animaient tant de ses partisans ? Sans oublier de prendre en compte le poids réel des forces sociales et politiques qui n'en voulaient à aucun prix, parmi lesquelles l'hostilité des gouvernements de la monarchie de Juillet et de leurs agents, au premier rang desquels

---

40 Arch. dép. Ariège, 19 J 65. Le marquis d'Orgeix à M. Bellud-Hautpoul, 2 mars 1837.

l'administration préfectorale<sup>41</sup>. Il est donc probable que le combat aventureux où ils se sont fourvoyés n'a pas aidé, bien au contraire, les « carlistes » de nos régions à regagner le terrain perdu dans l'opinion.



Exemple de lettre de Hautpoul « Bellud » à la Junte de Catalogne, avec bordereau des différents destinataires des courriers transitant par lui. Arch. dép. Ariège, 9 J 8

41 Il conviendrait à cet égard de prolonger cette étude en se référant notamment aux fonds des préfectures et sous-préfectures.